

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2019/15469]

**25 JANVIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1989 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et , Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ANNEE BUDGETAIRE 1989**

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1989, s'élèvent à 2.527.600.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	18.400.000
- opérations de capital :	2.509.200.000

Article 2

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 480.400.000 francs et une diminution de -666.200.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 2.403.854.631 francs.

Article 3

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1989 s'élève à 4.745.654.631 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	19.300.000
- opérations de capital :	4.726.354.631

Article 4

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 2.708.163.386 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	18.399.979
- opérations de capital :	2.689.763.407

Article 5

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.037.491.245 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit :

	Crédits à reporter à l'année 1990	Crédits à annuler
Opérations courantes	0	900.021
Opérations de capital	2.036.291.224	300.000

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).

CHAPITRE II

Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Article 6

Les recettes budgétaires de l'année 1989 s'élèvent à 173.046.544.372 francs (Tableau annexe II, colonne 2).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes courantes :	171.424.247.972
- recettes de capital :	1.622.296.400

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Article 7

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1989 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	161.098.800.000	18.400.000	161.117.200.000
Dépenses de capital	9.474.500.000	1.967.100.000	11.441.600.000
TOTAL	170.573.300.000	1.985.500.000	172.558.800.000

(Tableau annexe III, colonnes 1 à 7).

Article 8

Ces autorisations de dépenses ont été :

- modifiées par l'ajustement effectué en vertu des décrets d'ajustement (Tableau annexe III).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	6.596.800.000	900.000	6.597.700.000
Dépenses de capital	423.300.000	85.100.000	508.400.000
TOTAL	7.020.100.000	86.000.000	7.106.100.000

Article 9

- Le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1989 s'élève à 186.294.781.835 francs (Tableau annexe III, colonne 1 à 7).

Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	171.661.215.776	19.300.000	171.680.515.776
Dépenses de capital	10.606.069.558	4.008.196.501	14.614.266.059
TOTAL	182.267.285.334	4.027.496.501	186.294.781.835

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 10**

Les dépenses à charge de l'année budgétaire 1989 se montent à 175.857.726.268 francs (Tableau annexe III, colonne 7), se répartissant entre :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
<u>Dépenses courantes</u>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 1, 2, 5)	3.283.112.085	12.416.124	3.295.528.209
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 1, 2, 5)	161.106.377.378	11.706.407	161.118.083.785
TOTAL (1)	164.389.489.463	24.122.531	164.413.611.994
<u>Dépenses de capital</u>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 3, 4, 6)	301.325.407	427.399.137	728.724.544
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 3, 4, 6)	9.188.022.132	1.527.367.598	10.715.389.730
TOTAL (2)	9.489.347.539	1.954.766.735	11.444.114.274
TOTAL (1) + (2)	173.878.837.002	1.978.889.266	175.857.726.268

Article 11

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 175.122.102.699 francs dont :

- 173.280.233.336 francs pour les crédits non dissociés (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).
- 1.841.869.363 francs pour les crédits d'ordonnement (Tableau annexe III, colonnes 2, 4).

Article 12

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 735.623.569 francs dont :

- 598.603.666 francs de crédits non dissociés;
- 137.019.903 francs de crédits d'ordonnement;

il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).

§ 4 Règlement des crédits**Article 13**

La comparaison entre les crédits répartis par décret (article 9) et les opérations imputées (article 10) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1989 de 10.437.055.567 francs.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Crédits répartis	182.267.285.334	4.027.496.501	186.294.781.835
Opérations imputées	173.878.837.002	1.978.889.266	175.857.726.268
Excédent de crédit	8.388.448.332	2.048.607.235	10.437.055.567

Article 14

Le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1989 comprend :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Crédits à annuler	392.736.627	300.000	393.036.627
Crédits à reporter à l'année budgétaire 1990	8.004.053.444	2.190.129.766	10.194.183.210
Excédent de crédit	8.396.790.071	2.190.429.766	10.587.219.837

(Tableau annexe III, colonne 7).

La partie à fusionner avec les crédits de l'année 1990 s'élève à :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	1.758.007.284	0	1.758.007.284
Dépenses de capital	404.377.336	2.190.129.766	2.594.507.102
TOTAL	2.162.384.620	2.190.129.766	4.352.514.386

Article 15

Compte tenu de la différence entre les crédits disponibles tels qu'ils sont détaillés à l'article 14 et celle déterminée à l'article 13, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 150.164.270 francs dont :

- pour les crédits non dissociés : 8.341.739 francs.
- pour les crédits d'ordonnement : 141.822.531 francs.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau annexe IV.

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1989

Article 16

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1989 se présente comme suit :

(en francs)

<u>Opération courantes</u>	
Recettes	171.424.247.972
Dépenses	164.413.611.994
Excédent de recettes	7.010.635.978
 <u>Opération de capital</u>	
Recettes	1.622.296.400
Dépenses	11.444.114.274
Excédent de dépenses	-9.821.817.874
 <u>Opération réunies</u>	
Recettes	173.046.544.372
Dépenses	175.857.726.268
En conclusion, compte non tenu du résultat de la section particulière, les dépenses excèdent les recettes de	-2.811.181.896
Et comme le solde fin de l'année budgétaire 1988 s'élevait à	-2.025.448.705
Le solde fin de l'année budgétaire 1989 s'élève à	-4.836.630.601

CHAPITRE III

Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Article 17

Les décrets budgétaires de l'année 1989 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

(en francs)

- Recettes	25.947.900.000
- Dépenses	26.804.800.000

(Tableau annexe V, colonnes 1, 2).

Article 18

Le solde disponible au 1^{er} janvier 1989 s'élevait à 5.031.451.783 francs.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 26.774.690.130 francs.

Total disponible pour les dépenses de l'année 1989 : 31.806.141.913 francs.

(Tableau annexe V, colonnes 3, 7).

Article 19

Les dépenses imputées s'élèvent à 21.899.140.546 francs (Tableau annexe V, colonne 4).

Ce montant comprend 5.204.089.493 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe V, colonne 5).

Article 20

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 4.875.549.584 francs (Tableau annexe V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1989, tel que déterminé à l'article 18, et des dépenses reprises à l'article 19, le solde disponible au 31 décembre 1989 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 9.846.001.367 francs.

Il sera reporté à l'année budgétaire 1990.

DEUXIEME PARTIE OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DU BUDGET DU COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

CHAPITRE I^{er}
Année courante

Article 21

Référence budgétaire : décret du 23 décembre 1988 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1989 - article 42.

147^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1989 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire : 646.776.000	
recettes imputées :	640.653.691
différence :	-6.122.309
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	674.164.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	674.164.000
dépenses imputées :	633.475.744
excédent de crédits à annuler :	40.688.256
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1989 se résume comme suit :	
recettes :	640.653.691
dépenses :	633.475.744
excédent de recettes :	7.177.947

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—
Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement. –Projet de décret, n° 369-1

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n°369-2

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 janvier 2008.

TABLEAUX

- I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. - RECETTES**
- A. - RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL**
- B. - VENTILATION**
- III. - DEPENSES**
- IV. - DEPASSEMENTS DE CREDITS**
- V. - SECTION PARTICULIERE**

TABLEAU I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS

	Dépenses courantes (1)	Dépenses de capital (2)	Dépenses totales (3)
Budgets initiaux	18.400.000	2.509.200.000	2.527.600.000
Ajustements des crédits :			
Augmentations	900.000	479.500.000	480.400.000
Diminutions	0	-666.200.000	-666.200.000
Crédits reportés de l'année précédente	0	2.403.854.631	2.403.854.631
Total des crédits	19.300.000	4.726.354.631	4.745.654.631
Engagements comptabilisés dans le courant de l'année budgétaire	18.399.979	2.689.763.407	2.708.163.386
Règlement des crédits :			
Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	900.021	2.036.591.224	2.037.491.245
- Crédits reportés	0	2.036.291.224	2.036.291.224
- Crédits à annuler	900.021	300.000	1.200.021
Crédits définitifs de l'année	18.399.979	4.726.054.631	4.744.454.610

TABLEAU II. A. - RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL

	Recettes imputées (1)
TITRE I : RECETTES COURANTES	171.424.247.972
TITRE II : RECETTES DE CAPITAL	1.622.296.400
RECETTES TOTALES	173.046.544.372

TABLEAU II. B. RECETTES

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés et Recettes imputées	Différence entre prévisions et réalisations	
			-	+
RECETTES COURANTES				
1. produits divers Art. 06.01	0	4.593.666	0	4.593.666
2. produits divers Art. 06.02	60.000.000	70.453.085	0	10.453.085
3. Remboursements des traitements, salaires et allocations Art. 11.01	0	11.066.355	0	11.066.355
4. versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds (pour mémoire) art. 12.01		30.279.333	0	30.279.333
5. ristournes d'impôts visées à l'article 42 § 3, 1° de la loi du 16/01/1989 Art. 46.01	32.157.100.000	31.500.767.000	-656.333.000	0
6. Dotation relative au paiement des soldes des années antérieures Art. 46.03	657.100.000	657.100.000	0	0
7. Ristournes d'impôts visées à l'article 37 de la loi du 16/01/1989 Art. 46.04	4.378.800.000	4.051.067.000	-327.733.000	0
8. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.05	0	1.250.192.000	0	1.250.192.000
9. recettes octroyées par application de l'article 33 de la loi spéciale du 16/01/1989 art. 01.01	124.256.600.000	124.256.600.000		
10. recettes octroyées par application de l'article 73 § 1 de la loi spéciale du 16/01/1989 par transfert des soldes en moyen de paiement du fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et du fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux articles 60.02 A et 60.65 A du budget de l'éducation nationale ses leur commun art. 01.02	6.446.200.000	6.648.830.431	0	202.630.431
11. recettes octroyées par application de l'article 73 § 1 de la loi spéciale du 16/01/1989 par transfert des soldes au 1.1.1989 des articles 60.21 A 60.40 A, 60.44 A, 60.45 A, 63.02 C, 66.01 A, 66.10 C, 66.20 A, 66.21 A, 66.22 A, 66.23 A, 66.26 A, 66.27 A, 66.26 B de la section particulière du budget 1988 de l'éducation nationale article. 01.03	2.246.600.000	2.943.299.102	0	696.699.102
12. recettes octroyées par application de l'article 73 § 2 de la loi spéciale du 16/01/1989 - art. 01.04	58.100.000	0	-58.100.000	0
13. recettes octroyées par application de l'article 62 de la loi spéciale du 16/01/1989 article 01.05	1.200.000.000	0	-1.200.000.000	0
14. produits divers et remboursement de solde existants d'avances de fonds Art. 01.06	100.000	0	-100.000	0
TOTAL des recettes courantes	171.460.600.000	171.424.247.972	-2.242.266.000	2.205.913.972
RECETTES DE CAPITAL				
1. Recettes diverses patrimoniales Art. 06.01	100.000		-100.000	0
2. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.01	0	1.495.733.000	0	1.495.733.000
3. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.02	0	125.533.000	0	125.533.000
4. Vente d'immeubles Art. 76.01		5.000	0	5.000
5. Vente d'autres biens patrimoniaux Art. 76.02		1.025.400	0	1.025.400
6. produits divers Art. 01.07	100.000		-100.000	0
TOTAL des recettes de capital	200.000	1.622.296.400	-200.000	1.622.296.400
TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE	171.460.800.000	173.046.544.372	-2.242.466.000	3.828.210.372

TABLEAU III. - DEPENSES

	Nature des dépenses et nature des crédits	Dépenses courantes		Dépenses de capital		Total dépenses courantes (5)	Total dépenses de capital (6)	Total général (7)
		Crédits non dissociés (1)	Crédits d'ordonnement (2)	Crédits non dissociés (3)	Crédits d'ordonnement (4)			
Crédits votés ou à voter	Crédits initiaux	161.098.800.000	18.400.000	9.474.500.000	1.967.100.000	161.117.200.000	11.441.600.000	172.558.800.000
	Ajustements	6.924.800.000	900.000	803.900.000	620.500.000	6.925.700.000	1.424.400.000	8.350.100.000
	Diminutions	-328.000.000	0	-380.600.000	-535.400.000	-328.000.000	-916.000.000	-1.244.000.000
	Crédits ouverts	167.695.600.000	19.300.000	9.897.800.000	2.052.200.000	167.714.900.000	11.950.000.000	179.664.900.000
	Crédits reportés de l'année 1988	3.965.615.776	0	708.269.558	1.955.996.501	3.965.615.776	2.664.266.059	6.629.881.835
	Totaux	171.661.215.776	19.300.000	10.606.069.558	4.008.196.501	171.680.515.776	14.614.266.059	186.294.781.835
	Crédits complémentaires à allouer par le décret de comptes pour dépenses faites au-delà des crédits	8.303.739	4.822.531	38.000	137.000.000	13.126.270	137.038.000	150.164.270
	Crédits totaux	171.669.519.515	24.122.531	10.606.107.558	4.145.196.501	171.693.642.046	14.751.304.059	186.444.946.105
	Dépenses totales	164.389.489.463	24.122.531	9.489.347.539	1.954.766.735	164.413.611.994	11.444.114.274	175.857.726.268
Dépenses imputées	Prestations effectuées	3.283.112.085	12.416.124	301.325.407	427.399.137	3.295.528.209	728.724.544	4.024.252.753
	au cours de l'année antérieure	161.106.377.378	11.706.407	9.188.022.132	1.527.367.598	161.118.083.785	10.715.389.730	171.833.473.515
	au cours de l'année	589.255.950	19.903	9.347.716	137.000.000	589.275.853	146.347.716	735.623.569
	Paiements non régularisés au 31/12/89	7.280.030.052	0	1.116.760.019	2.190.429.766	7.280.030.052	3.307.189.785	10.587.219.837
Soldes des crédits	Montants	338.215.803	0	54.520.824	300.000	338.215.803	54.820.824	393.036.627
	Crédits à annuler définitivement	6.941.814.249	0	1.062.239.195	2.190.129.766	6.941.814.249	3.252.368.961	10.194.183.210
	Crédits à reporter à l'année 1990							

TABLEAU IV : DEPASSEMENTS DE CREDITS ANNEE 1989

Numéro et libellé des articles	Montant des dépassements
CREDITS COURANTS CND Budget 35 Titre I dépenses courantes <u>Section 01</u> cabinet du ministre de l'enseignement et de la formation, du tourisme et des relations internationales Chapitre I – dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services) § 1 salaires et charges sociales article 11.01.01 traitement et frais de représentation du ministre	165.690
<u>Section 54</u> enseignement supérieur et recherche scientifique – enseignement universitaire et recherche scientifique Chapitre I dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services) § 1 salaires et charges sociales Article 11.04.40 allocations généralement quelconques au personnel Total titre I	27.400 193.090
C.O. Titre II dépenses de capital Partie I crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements <u>Section 54</u> enseignement supérieur et recherche scientifique – enseignement universitaire et recherche scientifique Chapitre VIII octroi de crédit et participation 81.01.13 crédits exceptionnels et non réversifs destinés à contribuer à l'achèvement des transferts d'implantation de l'ULG Total titre II Total titre I + II B35	137.000.000 137.000.000 137.193.090

<p>Budget 36 CND Titre I dépenses courantes Secteur cabinets de l'Exécutif Section 2 cabinet du ministre de l'enseignement et de la formation, du tourisme et des relations internationales</p> <p>Chapitre I – dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services) § 1 salaires et charges sociales 11.02 Traitements et indemnités du personnel de cabinet 11. Communauté française</p>	<p>5.103.101</p>
<p>Secteur infrastructure et patrimoine Section 36 affaires générales</p> <p>Chapitre I – dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services) § 1 salaires et charges sociales 11.03 rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident du travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations et salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service) 12 Région de langue française § 2 achat de biens non durables et de services article 12.01 honoraires des avocats et des médecins - frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté, rémunérations d'experts étrangers à l'administration et présentation de tiers 11 Communauté française</p>	<p>2.309.961</p> <p>300.000</p>

Section 99 organisation des études – enseignement et formation	
Chapitre I dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services § 2 achat de biens non durables et de services article 12.62 Cinéma, vidéo, télévision et discothèque scolaires 02 dépenses relatives à des programmes nouveaux des années 1977 et suivantes C.O.	4.822.531
Total Titre I	12.355.593
Titre II dépenses de capital	
Section 82 formation	
Chapitre VI transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public Article 61.51 subventions à l'Office National de l'Emploi pour investissements en rapport avec les centres de formation professionnelle dans la Communauté française 13 Région bruxelloise	38.000
Total II	38.000
Total I + II B 36	12.573.593
B35 + B36	149.766.683

<u>CREDITS REPORTEES</u>	
Budget 36	
Titre I dépenses courantes	
Secteur cabinet de l'Exécutif	
Section 02 dépenses cabinet du ministre de l'enseignement, de la formation, du sport, du tourisme et des relations internationales	
Chapitre I dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services)	
§1 salaires et charges sociales	
article 11.02 Traitements et indemnités du personnel de cabinet	
11 Communauté française	188.678
Secteur infrastructure et patrimoine	
Section 36 affaires générales	
Article 11.03 rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident du travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations et salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	
11 Communauté française	175.384
12 Région de langue française	33.525
Total Titre I	397.587
Total Crédits Reportés	397.587
Total général	150.164.270

TABLEAU V. - SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Annulations et transferts (9)	Soldes à reporter Au 31/12/89 (10)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Différence entre recettes et dépenses (6)	Au 01/01/1989 (7)	Au 31/12/1989 (8)		
				Totaux (4)	Restant à régulariser (5)					
Culture	10.897.200.000	11.821.400.000	10.853.870.816	11.627.650.994	1.130.493.646	-773.780.178	1.576.765.732	802.985.554	+93.191.555 (1)	896.177.109
Education nationale	1.380.800.000	1.350.800.000	1.417.165.504	1.351.326.489	9.778.449	65.839.015	511.386.949	577.225.964	-577.225.964 (2)	0
Education et Recherche	13.669.900.000	13.632.600.000	14.503.653.810	8.970.163.063	4.063.817.398	5.583.490.747	2.943.299.102	8.526.789.849	423.034.409 (3)	8.949.824.258
TOTAUX	25.947.900.000	26.804.800.000	26.774.690.130	21.899.140.546	5.204.089.493	4.875.549.584	5.031.451.783	9.907.001.367	-61.000.000	9.846.001.367

(1) Transfert du solde au 31 décembre 1989 du fonds 66.18B du titre IV du budget des dépenses culturelles de l'Education nationale et du budget de la Communauté française, secteur enseignement et formation, vers le fonds 66.48B du titre IV du budget des dépenses d'éducation et de recherche et des dépenses d'enseignement et de formation et dépenses culturelles de l'éducation (article 14 du dispositif du décret du 22 décembre 1989 contenant le budget de l'année budgétaire 1990 de la Communauté française - M.B. 27-04-90)

(2) Transfert des soldes au 31 décembre 1989 des fonds 60.47B et 60.49C du titre IV du budget des dépenses culturelles de l'Education nationale et du budget de la Communauté française, secteur enseignement et formation vers les articles 60.30B et 60.31C du titre IV du budget des dépenses d'éducation et de recherche et des dépenses d'enseignement et de formation et dépenses culturelles de l'éducation (article 14 de dispositif du décret du 22 décembre 1989 contenant le budget de l'année budgétaire 1990 de la Communauté française - M.B. 27-04-1990); annulation du solde disponible au 31 décembre 1989 sur le fonds 60.48 B (article 21 du décret du 24 décembre 1990 contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990, dépenses d'éducation, de recherche et de formation - M.B. 19-03-1991).

(3) Transfert des soldes au 31 décembre 1989 des fonds 60.47B, 60.49C et 66.18 B du titre IV du budget des dépenses culturelles de l'Education nationale et du budget de la Communauté française, secteur enseignement et formation, vers les fonds 60.30B, 60.31C et 66.48 B du titre IV du budget des dépenses d'éducation et de recherche et des dépenses d'enseignement et de formation et dépenses culturelles de l'éducation (article 14 de dispositif du décret du 22 décembre 1989 contenant le budget de l'année budgétaire 1990 de la Communauté française - M.B. 27-04-1990).

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15469]

25 JANUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1989 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 1989

HOOFDSTUK 1Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting**Artikel 1**

Oorspronkelijke vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1989 bedragen 2.527.600.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	18.400.000
- kapitaalverrichtingen:	2.509.200.000

Artikel 2

De oorspronkelijke vastleggingskredieten werden:

- gewijzigd door de aanpassing, overeenkomstig de aanpassingsdecreten, die een verhoging veroorzaakt van 480.400.000 frank en een vermindering van -666.200.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).

- aangevuld door de kredietoverdracht verricht krachtens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Tabel bijlage I, kolom 3), ten bedrage van 2.403.854.631 frank.

Artikel 3

Het totaal van de vastleggingskredieten die beschikbaar zijn voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1989 bedraagt 4.745.654.631 frank (Tabel bijlage I, kolom 3), onderverdeeld als volgt:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	19.300.000
- kapitaalverrichtingen:	4.726.354.631

Artikel 4

De uitgavenvastleggingen die op die kredieten worden aangerekend, bedragen (Tabel bijlage I, kolom 3) 2.708.163.386 frank.

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	18.399.979
- kapitaalverrichtingen:	2.689.763.407

Artikel 5

De vastleggingskredieten die op het einde van het begrotingsjaar beschikbaar zijn, bedragen 2.037.491.245 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	Naar het jaar 1990 over te dragen kredieten	Te annuleren kredieten
Lopende verrichtingen	0	900.021
Kapitaalverrichtingen	2.036.291.224	300.000

(Tabel bijlage I, kolommen 1, 2).

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 6**

De begrotingsontvangsten van het jaar 1989 bedragen 173.046.544.372 frank (Tabel bijlage II, kolom 2).

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende ontvangsten:	171.424.247.972
- kapitaalontvangsten:	1.622.296.400

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 7**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1989 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	161.098.800.000	18.400.000	161.117.200.000
Kapitaaluitgaven	9.474.500.000	1.967.100.000	11.441.600.000
TOTAAL	170.573.300.000	1.985.500.000	172.558.800.000

(Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Artikel 8

Die uitgavenmachtigingen werden:

- gewijzigd bij de aanpassing verricht krachtens de aanpassingsdecreten (Tabel bijlage III).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	6.596.800.000	900.000	6.597.700.000
Kapitaaluitgaven	423.300.000	85.100.000	508.400.000
TOTAAL	7.020.100.000	86.000.000	7.106.100.000

Artikel 9

- Het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1989 bedraagt frank (Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	171.661.215.776	19.300.000	171.680.515.776
Kapitaaluitgaven	10.606.069.558	4.008.196.501	14.614.266.059
TOTAAL	182.267.285.334	4.027.496.501	186.294.781.835

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 10**

De uitgaven ten laste van het begrotingsjaar 1989 bedragen 175.857.726.268 frank (Tabel bijlage III, kolom 7), onderverdeeld onder:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
TOTAAL (1)	164.389.489.463	24.122.531	164.413.611.994
<u>Kapitaaluitgaven</u>			
- betreffende de prestaties van vorige jaren (kolommen 3,4,6)	301.325.407	427.399.137	728.724.544
betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 3,4,6)	9.188.022.132	1.527.367.598	10.715.389.730
TOTAAL (2)	9.489.347.539	1.954.766.735	11.444.114.274
TOTAAL (1) + (2)	173.878.837.002	1.978.889.266	175.857.726.268

Artikel 11

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 175.122.102.699 frank, onderverdeeld in:

- 173.280.233.336 frank voor de niet gesplitste kredieten (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3).
- 1.841.869.363 frank voor de ordonnanceringskredieten (Tabel bijlage III, kolommen 2, 4).

Artikel 12

Voor de uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd, ten bedrage van 735.623.569 frank, onderverdeeld in:

- 598.603.666 frank niet-gesplitste kredieten;
- 137.019.903 frank ordonnanceringskredieten;

wordt artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3) toegepast.

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 13**

De vergelijking tussen de per decreet verdeelde kredieten (artikel 9) en de aangerekende verrichtingen (artikel 10) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1989 van 10.437.055.567 frank.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Verdeelde kredieten	182.267.285.334	4.027.496.501	186.294.781.835
Aangerekende verrichtingen	173.878.837.002	1.978.889.266	175.857.726.268
Kredietoverschot	8.388.448.332	2.048.607.235	10.437.055.567

Artikel 14

Het bedrag van de op 31 december 1989 beschikbare kredieten bestaat uit:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Te annuleren kredieten	392.736.627	300.000	393.036.627
Naar het begrotingsjaar 1990 over te dragen kredieten	8.004.053.444	2.190.129.766	10.194.183.210
Kredietoverschot	8.396.790.071	2.190.429.766	10.587.219.837

(Tabel bijlage III, kolom 7).

Het deel dat met de kredieten van het jaar 1990 samen te voegen is, bedraagt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	1.758.007.284	0	1.758.007.284
Kapitaaluitgaven	404.377.336	2.190.129.766	2.594.507.102
TOTAAL	2.162.384.620	2.190.129.766	4.352.514.386

Artikel 15

Rekening houdend met het verschil tussen de beschikbare kredieten bepaald in artikel 14 en wat is bepaald in artikel 13 worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 150.164.270 frank waarvan:

- Voor niet-gesplitste kredieten: 8.341.739 frank.
- Voor ordonnanceringskredieten: 141.822.531 frank.

Deze kredieten worden onderverdeeld overeenkomstig Tabel bijlage IV.

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1989**Artikel 16**

Het algemeen resultaat van de begroting van het begrotingsjaar 1989 wordt voorgesteld als volgt:

(in frank)

Lopende verrichtingen

Ontvangsten	171.424.247.972
Uitgaven	164.413.611.994
Ontvangstenoverschot	7.010.635.978

Kapitaalverrichtingen

Ontvangsten	1.622.296.400
Uitgaven	11.444.114.274
Uitgavenoverschot	-9.821.817.874

Alle verrichtingen samen

Ontvangsten	173.046.544.372
Uitgaven	175.857.726.268
Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met	-2.811.181.896

En daar het saldo van het begrotingsjaar 1988 bedroeg	-2.025.448.705
Bedraagt het saldo van het begrotingsjaar 1989	-4.836.630.601

HOOFDSTUK III**Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting****Artikel 17**

De begrotingsdecreten van het jaar 1989 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in frank)
- Ontvangsten	25.947.900.000
- Uitgaven	26.804.800.000
(Tabel bijlage V, kolommen 1, 2).	

Artikel 18

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1989 bedroeg 5.031.451.783 frank.

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 26.774.690.130 frank.

Beschikbaar totaal van het jaar 1989 voor de ontvangsten: 31.806.141.913 frank.

(Tabel bijlage V, kolommen 3, 7).

Artikel 19

De aangerekende uitgaven bedragen 21.899.140.546 frank (Tabel bijlage V, kolom 4).

Dit bedrag omvat 5.204.089.493 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage V, kolom 5) wordt toegepast.

Artikel 20

Het verschil tussen de gekregen ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt 4.875.549.584 frank (Tabel bijlage V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1989, zoals bepaald in artikel 18, en met de uitgaven vermeld in artikel 19, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1989 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 9.846.001.367 frank.

Het wordt naar het begrotingsjaar 1990 overgedragen.

TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN HET
"COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES"

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

HOOFDSTUK I**Lopend jaar****Artikel 21**

Begrotingsverwijzing: decreet van 23 december 1988 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1989 - artikel 42.

Boek 147 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1989 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet:	646.776.000
aangerekende ontvangsten:	640.653.691
verschil:	-6.122.309
b) uitgaven:	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet:	674.164.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden:	0
Totaal van de kredieten:	674.164.000
Aangerekende uitgaven: 633.475.744	
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden:	40.688.256
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1989 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten: 640.653.691	
uitgaven : 633.475.744	
ontvangstenoverschot: 7.177.947	

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 januari 2008.

M. ARENA,

Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 369-1

Zitting 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr.369-2

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15470]

25 JANVIER 2018. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1990 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ANNEE BUDGETAIRE 1990

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1990, s'élèvent à 1.834.600.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	21.500.000
- opérations de capital :	1.813.100.000

Article 2

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 201.500.000 francs et une diminution de -198.700.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 2.036.291.224 francs.

Article 3

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1990 s'élève à 3.873.691.224 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	23.500.000
- opérations de capital :	3.850.191.224

Article 4

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1.269.700.789 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	23.499.597
- opérations de capital :	1.246.201.192

Article 5

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.603.990.435 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit :

	Crédits à reporter à l'année 1991	Crédits à annuler
Opérations courantes	0	403
Opérations de capital	2.510.284.083	93.705.949

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).